



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 18 mai 2001

APERÇU

◆ L'emploi augmente pour un deuxième mois d'affilée

En avril, le nombre d'emplois a légèrement augmenté de 25 000, en hausse pour un deuxième mois de suite. Le taux de chômage est demeuré inchangé par rapport à mars, s'établissant à 7,0 %.

◆ Les ventes de véhicules neufs se redressent faiblement

En mars, les ventes de véhicules automobiles neufs ont connu une légère hausse de 0,5 % par rapport à février, mois où elles avaient fortement diminué.

◆ Le contrôle étranger de l'économie canadienne s'accroît de façon modérée

Les entreprises étrangères contrôlaient 22,7 % de l'actif au Canada en 1998, en hausse de tout un point par rapport à 1997. La quasi-totalité de la progression du contrôle étranger de l'actif a eu lieu dans le secteur non financier.

◆ Les parents n'épargnent pas assez en vue des études de leurs enfants

La grande majorité des parents espèrent voir leurs enfants acquérir une certaine formation collégiale ou universitaire. Cependant, dans le cas de plus de la moitié de ces enfants, leurs parents n'ont pas épargné expressément en prévision de leurs études postsecondaires.

◆ Éducation et formation des adultes : le taux de participation fléchit quelque peu

Plus de 6 millions de Canadiens ont participé à des activités d'éducation et de formation des adultes en 1997. Toutefois, le taux de participation à ces activités a diminué légèrement tout au long des années 1990, passant d'environ 29 % en 1991 à environ 28 % en 1997.

◆ Le tourisme d'aventure profite d'un essor important

Le secteur du tourisme d'aventure a connu une très forte progression au cours des années 1990. Les entreprises de tourisme d'aventure ont vu leur nombre doubler de 1993 à 1999, alors que leurs recettes ont augmenté de plus du double.

L'emploi augmente pour un deuxième mois d'affilée

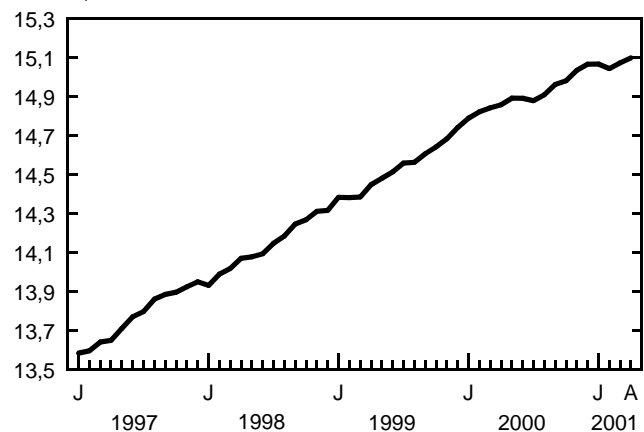
En avril, le nombre d'emplois a progressé légèrement de 25 000. Cette augmentation était concentrée entièrement dans l'emploi à temps plein. Après une pause en janvier et un léger recul en février, l'emploi a connu deux mois consécutifs d'augmentations. Le taux de chômage n'a pas varié par rapport à mars, demeurant à 7,0 %.

Chez les jeunes, le nombre d'emplois a légèrement augmenté de 12 000, et la hausse a eu lieu entièrement dans l'emploi à temps plein. L'emploi à temps plein chez les jeunes affiche une tendance à la hausse depuis maintenant quatre ans. Étant donné une hausse de l'activité sur le marché du travail en avril, le taux de chômage des jeunes n'a diminué que de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 12,7 %. Chez les hommes et les femmes adultes (25 ans et plus), l'emploi a peu bougé en avril.

Le secteur privé est à l'origine de près des deux tiers de la hausse de l'emploi en avril, poursuivant ainsi sa tendance ascendante à long terme. Du côté du secteur public, le nombre d'employés est demeuré inchangé. Pour sa part, le nombre de travailleurs indépendants a peu varié.

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... L'emploi augmente pour un deuxième mois d'affilée

Parmi les branches d'activité, le nombre d'emplois s'est accru dans l'administration publique (+16 000) et dans la branche de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (+11 000). En revanche, le nombre d'emplois a diminué de 11 000 dans la branche de la gestion d'entreprises, des services administratifs et des autres services de soutien, en baisse pour une quatrième fois au cours des cinq derniers mois. Enregistrant des pertes au Québec et en Colombie-Britannique, le nombre d'emplois dans les ressources naturelles a reculé de 8 000 après avoir augmenté de 11 000 en mars.

À l'échelon provincial, l'Ontario a connu une hausse de 24 000 emplois en avril. Les deux tiers de cette croissance étaient concentrés dans le commerce. Avec la progression de mars, cette augmentation a annulé la perte subie en février. En avril, le taux de chômage a fléchi de 0,2 point pour s'établir à 5,9 %.

En Alberta, l'emploi a augmenté de 11 000 en avril, contrebalançant le recul de mars. Il s'agit de la huitième augmentation des neuf derniers mois. Le taux de chômage est demeuré inchangé à 4,8 %. Au Nouveau-Brunswick, 5 000 emplois se sont ajoutés en avril, ce qui fait suite à des pertes d'emploi totalisant 11 000 pour les mois de février et mars. Le taux de chômage a baissé de 1,2 point pour se fixer à 11,1 %. L'emploi s'est aussi accru à Terre-Neuve (+3 000) en avril, mais une forte croissance de la population active a fait monter de 0,7 point le taux de chômage, qui s'est inscrit à 17,3 %.

En Colombie-Britannique, 10 000 emplois ont été perdus en avril, après deux mois consécutifs de croissance. Le taux de chômage est passé à 6,9 %, en hausse de 0,3 point. En Saskatchewan, le nombre d'emplois a diminué de 4 000. Ce recul s'inscrit dans la tendance à la baisse que connaît cette province

Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En février, le nombre de Canadiens (non désaisonnalisé) ayant reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'est établi à 641 020, en baisse de 3,7 % par rapport à février 2000. Ce nombre a diminué dans toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception de l'Ontario, qui a enregistré une légère hausse de 0,8 %. Au cours de cette période d'un an, le montant versé de prestations ordinaires (désaisonnalisé) s'est replié de 5,0 % pour descendre à 614,4 millions de dollars.

Le nombre de prestataires d'assurance-emploi a été sous-estimé pour la période de janvier 1997 à avril 2000. Les utilisateurs ne doivent faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées. La diffusion des données révisées est prévue pour le 21 juin. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

depuis mars 2000. Le taux de chômage a augmenté de 0,4 point pour atteindre 6,0 %. À l'Île-du-Prince-Édouard, le nombre d'emplois a fléchi de 1 200 et le taux de chômage s'est accru de 2,1 points pour s'établir à 13,4 %. La situation de l'emploi est demeurée stable au Québec, en Nouvelle-Écosse et au Manitoba.

Le résumé plus détaillé **Information population active** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 21 avril 2001, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750 ou avec Martin Tabi au (613) 951-5269, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)

Enquête sur la population active, avril 2001

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 237,7	0,1	15 098,8	0,2	1 138,9	7,0
Terre-Neuve	255,7	2,3	211,4	1,3	44,3	17,3
Île-du-Prince-Édouard	75,4	0,5	65,3	-1,8	10,1	13,4
Nouvelle-Écosse	466,5	-0,3	420,1	0,0	46,3	9,9
Nouveau-Brunswick	376,7	0,1	334,8	1,4	41,9	11,1
Québec	3 801,4	0,0	3 470,3	0,0	331,1	8,7
Ontario	6 355,3	0,2	5 978,0	0,4	377,2	5,9
Manitoba	584,7	-0,3	555,4	-0,3	29,3	5,0
Saskatchewan	505,7	-0,4	475,4	-0,9	30,4	6,0
Alberta	1 709,7	0,7	1 626,8	0,7	82,9	4,8
Colombie-Britannique	2 106,6	-0,2	1 961,3	-0,5	145,3	6,9

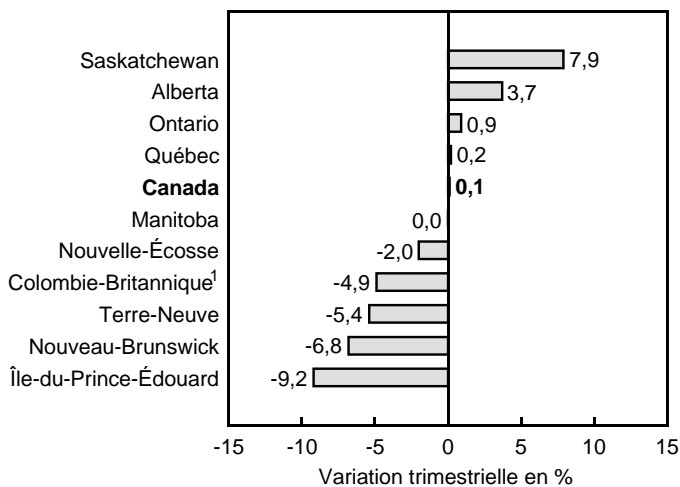
1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Les ventes de véhicules neufs se redressent faiblement

En mars, les ventes de véhicules automobiles neufs ont connu une légère hausse de 0,5 % par rapport à février, mois où elles avaient reculé de façon importante (-4,0 %). Grâce à ce redressement, le nombre de véhicules neufs vendus en mars s'est chiffré à 126 086 unités, soit 644 véhicules de plus qu'en février. Cependant, les ventes de mars sont demeurées à un niveau inférieur à celui observé tout au long de 2000, à l'exception du mois d'octobre.

Le nombre de voitures particulières neuves vendues s'est redressé légèrement de 0,4 % en mars pour se chiffrer à 66 830 unités. Cette hausse survient à la suite de deux baisses mensuelles consécutives. Les ventes de voitures particulières neuves maintiennent le mouvement à la baisse amorcé à l'automne 2000. La part de marché détenue par les voitures de construction nord-américaine a diminué, passant de 76,3 % en mars 2000 à 73,1 % en mars 2001. L'arrivée de nouveaux constructeurs de voitures construites outre-mer explique en partie ce recul.

Nombre de véhicules automobiles neufs vendus, premier trimestre de 2001



1. Inclut le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

Note aux lecteurs

Les véhicules automobiles neufs de construction nord-américaine comprennent les véhicules construits ou assemblés au Canada, aux États-Unis ou au Mexique. Tous les autres véhicules automobiles neufs sont considérés comme étant construits outre-mer. Toutes les données du présent article sont désaisonnalisées.

Le nombre de camions neufs vendus en mars a augmenté de 0,7 % par rapport à février, pour s'établir à 59 256 véhicules. Cette hausse a en partie contrebalancé le recul de 1,9 % enregistré en février. Le mouvement à la baisse des ventes de camions neufs amorcé à l'été 2000 semble s'être stabilisé depuis les derniers mois.

Les ventes mensuelles de véhicules automobiles neufs ont progressé dans la plupart des provinces en mars, sauf en Ontario (-2,1 %), au Québec (-0,3 %) et au Manitoba (-0,3 %). Pour chacune de ces trois provinces, il s'agit d'un deuxième recul d'affilée. Terre-Neuve a connu la plus forte progression des ventes (+18,6 %), qui fait suite à d'importantes baisses en février et en janvier.

Le premier trimestre de l'année a été sans éclat, les ventes de véhicules automobiles neufs n'ayant progressé que de 0,1 %. Cette faible croissance contraste cependant avec la baisse de 7,1 % observée au quatrième trimestre de 2000. Les ventes de camions ont augmenté de 4,0 % au premier trimestre, après s'être repliés de 10,8 % au trimestre précédent. Pour leur part, les ventes de voitures ont fléchi de 3,0 % au premier trimestre, à la suite d'une diminution de 3,8 %.

La Saskatchewan et l'Alberta ont affiché les plus importantes progressions au premier trimestre. Les provinces de l'Atlantique et la région formée de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont, quant à elles, vu leurs ventes reculer.

Le numéro de mars 2001 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (Internet : 63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (courriel : kimacle@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Le contrôle étranger de l'économie canadienne s'accroît de façon modérée

Le contrôle étranger de l'économie canadienne a connu en 1998 une accélération modérée qui a prolongé la tendance de croissance des années 1990. Le contrôle étranger de l'actif au Canada est ainsi passé de 20,5 % en 1994 à 21,7 % en 1997, puis est monté de tout un point en 1998 pour s'établir à 22,7 %. Les revenus d'exploitation ont suivi la même tendance puisque les entreprises étrangères ont gagné 31,7 % de l'ensemble des revenus d'exploitation des entreprises en 1998, comparativement à 30,4 % en 1997 et à 29,4 % en 1994.

En 1998, toutes les branches non financières, sauf celle des produits chimiques et des textiles, ont enregistré une hausse du contrôle étranger de l'actif en conséquence de fusions ou d'acquisitions. Une grande partie de la hausse était attribuable à l'expansion ou à de solides performances de sociétés existantes sous contrôle étranger déjà au Canada. Un peu plus de 25 % de la progression globale s'expliquait par le passage sous contrôle étranger de l'actif canadien.

Les entreprises étrangères contrôlaient 26,9 % de l'actif dans les branches non financières en 1998, contre seulement 18,4 % dans les branches financières. Le contrôle étranger de l'actif

(suite à la page 4)

... Le contrôle étranger de l'économie canadienne s'accroît de façon modérée

dépassait 50 % dans seulement deux branches d'activité appartenant au secteur non financier, soit celle des produits chimiques et des textiles et celle des transports. La réglementation gouvernementale est la principale raison pour laquelle le contrôle des entreprises canadiennes continue d'être élevé dans le secteur financier.

Les 25 premières entreprises mondiales qui exerçaient une activité au Canada (comprenant les entreprises canadiennes et celles sous contrôle étranger) possédaient 41,2 % de l'actif total au pays en 1998. Les sociétés sous contrôle canadien en contrôlaient 36,3 %, et les sociétés sous contrôle étranger, le reste, soit 4,9 %.

Les 25 premières entreprises mondiales du secteur financier possédaient 71,2 % de l'actif total de ce secteur. Les entreprises sous contrôle canadien dominaient, contrôlant 68,6 % de l'actif. À l'opposé, les entreprises sous contrôle étranger possédaient seulement 2,6 % de l'actif du secteur.

De leur côté, les 25 premières entreprises mondiales du secteur non financier possédaient 25,1 % de l'actif total de ce secteur. Le contrôle était partagé plus également : les entreprises sous contrôle étranger avaient 13,6 % de l'actif et celles sous contrôle canadien, 11,5 %.

*Le rapport intitulé **Loi sur les déclarations des personnes morales, 1998 : Contrôle étranger de l'économie canadienne** (papier : 61-220-XPB, 40 \$) sera bientôt en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Stewart Taylor au (613) 951-6564, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.*

Les parents n'épargnent pas assez en vue des études de leurs enfants

D'après l'Enquête sur les approches en matière de planification des études de 1999, les parents de 87 % des enfants âgés de 18 ans et moins ont déclaré qu'ils souhaitaient que leurs enfants poursuivent leurs études au-delà des études secondaires. Cependant, les parents de seulement 41 % des enfants avaient épargné en 1999 expressément en vue des études collégiales ou universitaires de ces derniers.

L'écart entre les aspirations et l'épargne en vue des études était plus prononcé dans le cas des ménages situés au bas de l'échelle des revenus. Ainsi, les parents de 80 % des enfants qui vivaient dans des ménages dont le revenu était inférieur à 30 000 \$ en 1999 espéraient voir leurs enfants poursuivre des études postsecondaires, mais les parents de 19 % d'entre eux épargnaient en vue des études de leurs enfants. Le niveau de scolarité des parents jouait également un rôle dans l'écart entre les aspirations et l'épargne en vue des études.

Les parents n'ont généralement pas, et de loin, épargné suffisamment pour payer la totalité des études postsecondaires de leurs enfants. La valeur médiane de l'épargne accumulée pour les études, déclarée en 1999 pour l'ensemble des enfants de 18 ans et moins, était de 3 000 \$. Cependant, à l'automne 2000, par exemple, les frais de scolarité moyens pour des études menant à un diplôme de premier cycle en arts au Canada étaient de 3 378 \$. (Les frais de scolarité pour des études de premier cycle varient considérablement selon la province et selon le programme d'études.)

La moitié des enfants visés par l'épargne avaient un an ou moins lorsque leurs parents ont commencé à mettre de l'argent de côté en vue de leurs études postsecondaires, et 75 % des enfants avaient cinq ans ou moins. Règle générale, ceux qui n'ont pas commencé à épargner lorsque leur enfant était jeune ne l'ont pas fait du tout. Les ménages qui ont économisé en vue des études de leurs enfants l'ont fait selon divers types de régimes d'épargne : le plus courant était le Régime enregistré d'épargne-études, suivi du compte en fiducie.

Même s'ils épargnaient, la plupart des parents s'attendaient à ce que leurs enfants aient besoin de ressources financières supplémentaires pour payer leurs études postsecondaires. Les parents de

Aspirations et épargne en vue des études postsecondaires, 1999

	Enfants dont les parents ou tuteurs espèrent qu'ils poursuivront des études postsecondaires	Enfants dont les parents ou tuteurs épargnent en vue de leurs études postsecondaires
	%	%
Tous les enfants	87,1	40,7
Revenu du ménage		
Moins de 30 000 \$	79,8	18,7
De 30 000 \$ à 49 999 \$	85,8	37,4
De 50 000 \$ à 59 999 \$	90,6	45,6
De 60 000 \$ à 79 999 \$	93,4	52,6
80 000 \$ et plus	95,0	62,6
Niveau de scolarité le plus élevé des parents		
Moins que les études secondaires	70,4	16,0
Diplôme d'études secondaires	81,8	32,7
Certaines études postsecondaires	86,3	31,9
Certificat de métier	83,8	34,3
Collège communautaire, collège technique ou cégep	90,3	44,8
Baccalauréat	94,9	55,9
Diplôme universitaire de cycle supérieur	96,7	60,5
Provinces		
Terre-Neuve	81,8	43,8
Île-du-Prince-Édouard	80,0	35,9
Nouvelle-Écosse	85,5	44,5
Nouveau-Brunswick	81,3	41,5
Québec	85,8	28,8
Ontario	90,1	43,6
Manitoba	81,0	45,1
Saskatchewan	79,8	50,7
Alberta	84,8	44,5
Colombie-Britannique	88,5	44,9

70 % des enfants s'attendaient à ce que leurs jeunes contribuent financièrement à leurs études collégiales ou universitaires en travaillant pendant leurs études secondaires. La proportion était encore plus élevée (86 %) en ce qui concerne les enfants pour lesquels les parents s'attendaient à ce qu'ils travaillent pendant leurs études postsecondaires.

(suite à la page 5)

... Les parents n'épargnent pas assez en vue des études de leurs enfants

De plus, les parents de la moitié des enfants s'attendaient à ce que leurs enfants aient à emprunter pour étudier, qu'ils aient ou non épargné à cette fin. Pour 94 % des enfants, de tels emprunts prendraient la forme de prêts étudiants gouvernementaux plutôt que de prêts provenant d'une institution bancaire ou de membres de la famille. Les revenus étaient étroitement liés aux attentes visant le besoin d'un prêt étudiant, ce besoin étant surtout prévu par les parents des ménages ayant les revenus les plus faibles. Pourtant, pour environ le tiers des enfants des ménages aux revenus les plus élevés, leurs parents s'attendaient aussi à ce que ces derniers aient besoin d'un prêt.

Des enquêtes précédentes ont montré que la réussite sur le marché du travail est intimement liée à l'obtention d'un diplôme d'études postsecondaires. Les revenus de tels diplômés ont tendance à être plus élevés et ces derniers sont moins susceptibles d'être au chômage. De fait, environ 20 % des personnes de 18 à

Note aux lecteurs

Le présent article porte sur les moyens que prennent les parents pour planifier financièrement et préparer les études postsecondaires de leurs enfants. Les données proviennent de la nouvelle Enquête sur les approches en matière de planification des études, menée par Statistique Canada en partenariat avec Développement des ressources humaines Canada.

24 ans ont fréquenté l'université à plein temps en 1997-1998, en hausse par rapport à 15 % en 1987-1988. De même, 25 % des personnes de 18 à 21 ans ont poursuivi des études collégiales à plein temps en 1997-1998, en hausse par rapport à 19 % en 1987-1988.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation, ou avec Charles Delorme au (613) 951-7354 (courriel : charles.delorme@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Éducation et formation des adultes : le taux de participation fléchit quelque peu

Plus de 6 millions de personnes âgées de 17 ans et plus ont participé à des activités d'éducation et de formation en 1997, et trois personnes sur quatre l'ont fait pour des raisons liées au travail. Cependant, le taux de participation à l'éducation et à la formation des adultes a diminué légèrement tout au long des années 1990, passant d'environ 29 % en 1991 à environ 28 % en 1997.

Chaque participant a consacré en moyenne 209 heures à l'éducation et à la formation en 1997, comparativement à seulement 149 heures en 1991. Si l'on fait une moyenne pour l'ensemble de la population adulte, les résultats montrent que la formation est passée de 43 heures à 58 heures par personne au cours de cette période.

Seulement 15 % des gens âgés de 55 à 64 ans et 5 % de ceux âgés de 65 ans et plus ont participé à des activités d'éducation et de formation des adultes, comparativement à plus de 30 % pour tous les autres groupes d'âge plus jeunes. Les personnes plus âgées ont consacré aussi moins d'heures à la formation. Celles âgées de 55 à 64 ans ont consacré en moyenne 49 heures à l'éducation des adultes en 1997, comparativement à 451 heures pour les personnes de 17 à 24 ans.

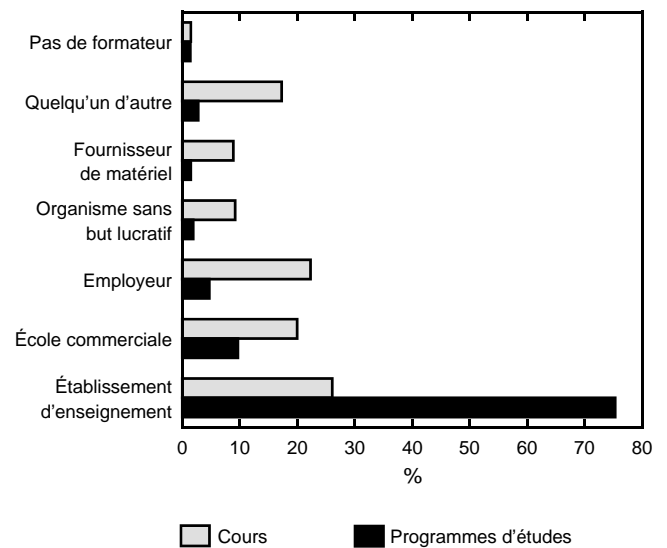
En outre, les taux de participation étaient plus élevés chez la population occupée que chez les chômeurs. Environ 20 % des travailleurs en chômage ont participé à des activités d'éducation et de formation liées au travail en 1997, comparativement à 29 % des travailleurs occupés. Cela rend compte du fait que les employeurs jouent un rôle crucial à l'égard des programmes de formation, même si les établissements d'enseignement publics et privés dominent le marché de la formation et de l'éducation des adultes.

Les employeurs apportent aussi une contribution importante au financement des débouchés de formation. En 1997, ils ont subventionné l'apprentissage formel d'environ 26 % de leurs employés. Ces employés représentaient 56 % de tous les participants aux

activités d'éducation et de formation des adultes. Bien qu'une proportion semblable d'hommes et de femmes aient été subventionnés par leur employeur, les femmes recevaient moins d'aide pour leur éducation et devaient donc faire plus appel à l'autofinancement que les hommes.

Les employeurs avaient tendance à davantage appuyer la formation des cols blancs que celle des autres travailleurs. En outre, les travailleurs des secteurs de la finance, des services publics et de l'administration publique étaient plus susceptibles de bénéficier de cours parrainés par l'employeur que les travailleurs des autres secteurs. De même, les personnes travaillant dans des grandes entreprises étaient deux fois plus susceptibles d'obtenir le soutien de leur employeur que celles appartenant à des petites entreprises.

Répartition des activités d'éducation et de formation des adultes selon le fournisseur et le type d'activité, 1997



(suite à la page 6)

... Éducation et formation des adultes : le taux de participation fléchit quelque peu

Les taux de participation aux programmes d'éducation des adultes variaient considérablement d'une province à l'autre, bien que les écarts aient diminué dans une certaine mesure au cours des années 1990. En 1997, les taux allaient d'un minimum de 19 % à Terre-Neuve à un maximum de 32 % en Colombie-Britannique. Les taux étaient inférieurs à la moyenne nationale de 28 % au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, sauf la Nouvelle-Écosse. Le nombre moyen d'heures de formation par participant variait aussi entre les provinces. En général, les provinces ayant un faible taux de participation ont indiqué davantage d'heures de formation par participant.

La publication intitulée *Un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada : apprentissage et réussite* (Internet : 81-586-XIF, gratuit) est offerte dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous « Nos produits et services » et « Publications gratuites ». Pour plus de renseignements au sujet du présent article, communiquez avec Ghyslain Charron au

Note aux lecteurs

Le présent article est fondé sur les résultats de l'Enquête sur l'éducation et sur la formation des adultes de 1998, qui a recueilli des données sur les activités d'éducation et de formation suivies par des personnes âgées de 17 ans et plus en 1997.

L'éducation et la formation des adultes inclut toutes les activités structurées d'éducation (cours à unités et cours sans unités) suivies au travail, à l'école ou dans un autre contexte pour des raisons liées à l'emploi ou des raisons d'intérêt personnel. L'enquête met l'accent sur les apprenants qui ne fréquentent pas l'école ou l'université à temps plein, à moins qu'ils soient subventionnés par leur employeur.

(819) 994-5559 (courriel : info@hrdc-drhc.gc.ca), Développement des ressources humaines Canada, ou avec Robert Couillard au (613) 951-1519 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : robert.couillard@statcan.ca), Statistique Canada.

Le tourisme d'aventure profite d'un essor important

Durant les années 1990, le secteur du tourisme d'aventure a connu une très forte progression, puisque les gens à la recherche d'aventures se sont inscrits à toutes sortes d'activités allant de l'observation des baleines jusqu'aux tours en montgolfière, en passant par les descentes de rapides et le kayak de mer. D'une part, les entreprises de tourisme d'aventure ont vu leur nombre doubler de 1993 à 1999, passant de 669 à 1 336. D'autre part, leurs recettes ont plus que doublé au cours de cette période, augmentant de 119 % pour atteindre 362,0 millions de dollars.

Les recettes tirées des aventures guidées ont représenté 52 % des recettes totales, suivies des recettes tirées des aventures auto-guidées et de la location d'équipement qui s'y rattachait (22 %). Le reste des recettes provenait entre autres de la vente de marchandises et de repas. Les entreprises de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ont obtenu la part du lion, ayant gagné 61 % de l'ensemble des recettes en 1999. De leur côté, les entreprises de l'Ontario et du Québec ont touché 28 % des recettes.

En 1999, le secteur du tourisme d'aventure a enregistré des profits bruts d'un peu plus de 40 millions de dollars, en hausse de 32,1 % par rapport à 1993. Cependant, la marge bénéficiaire brute du secteur a été en moyenne de 11,1 % seulement, comparativement à 18,3 % en 1993, en raison de l'augmentation des coûts d'exploitation.

Le secteur du tourisme d'aventure est surtout composé de petites entreprises. En 1999, les entreprises dont les recettes

Note aux lecteurs

Les données du présent article découlent de l'Enquête auprès des entreprises de tourisme d'aventure qu'a menée Statistique Canada pour la Commission canadienne du tourisme d'octobre 2000 à janvier 2001. Le tourisme d'aventure désigne une activité de loisir de plein air qui se déroule généralement dans un cadre ou un milieu inhabituel, exotique, éloigné ou sauvage, qui englobe une forme quelconque de moyen non conventionnel de transport et qui tend à demander des niveaux faibles ou élevés d'activité physique. Il inclut entre autres la plongée autonome, la randonnée en forêt, le canotage, l'alpinisme, le traîneau à chiens, la raquette, la spéléologie et le deltaplane.

étaient inférieures à 50 000 \$ formaient 48 % de l'ensemble des entreprises du secteur, mais elles ont généré des recettes de seulement 11,5 millions de dollars, soit environ 3 % des recettes totales. Pour leur part, les entreprises dont les recettes étaient supérieures à 500 000 \$ ne représentaient que 7 % de toutes les entreprises, mais leurs recettes se sont chiffrées à 248,6 millions de dollars, soit 69 % des recettes totales.

Le tourisme d'aventure représentait 4 millions de jours-clients en 1999. De ce nombre, les entreprises canadiennes ont offert plus de 1,7 million de jours-clients à des visiteurs étrangers; la moitié d'entre eux venaient des États-Unis. Parmi l'ensemble de la clientèle, 57 % étaient des Canadiens et 54 % étaient des hommes âgés entre 20 et 44 ans.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Norman Fyfe au (613) 951-9028 (télécopieur : (613) 951-1572), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Nouveautés de Statistique Canada

Trouver les statistiques et les utiliser

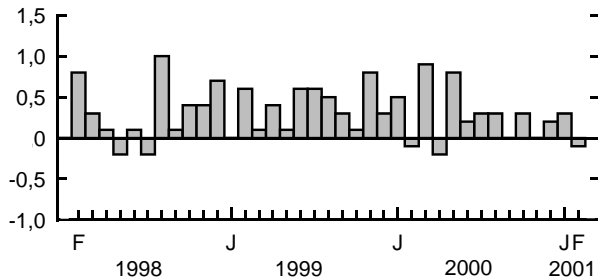
Une version à jour de l'ouvrage intitulé *Trouver les statistiques et les utiliser* est maintenant disponible. Ce guide sert à retrouver et à utiliser les statistiques produites à Statistique Canada. De plus, il comprend une section qui fournit de l'information sur les activités et les programmes courants ainsi que sur l'orientation future de Statistique Canada. Publié pour la première fois dans les années 1980 et révisé en 1994, le guide a été entièrement refondu et est maintenant offert en format électronique.

La publication **Trouver les statistiques et les utiliser** (Internet : 11-533-XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous « Produits et services », « Publications gratuites », puis « Référence ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Mary McCoy au (613) 951-1603 (courriel : mccomar@statcan.ca), Bibliothèque et Centre d'information.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

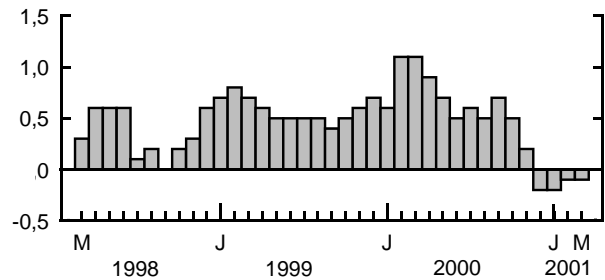
Variation mensuelle en %



Après avoir augmenté de 0,3 % en janvier, le produit intérieur brut a diminué de 0,1 % en février en raison de la forte baisse de la production de matériel de télécommunications.

Indice composite

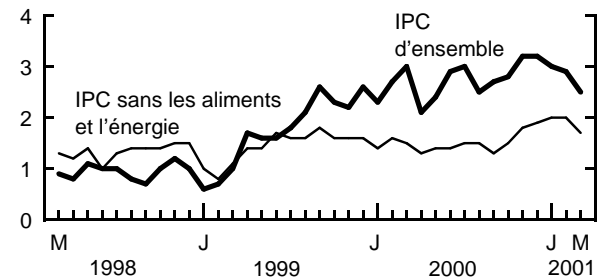
Variation mensuelle en %



Diminuant pour un quatrième mois d'affilée, l'indicateur avancé a fléchi de 0,1 % en mars. Les marchés boursiers et le secteur manufacturier sont demeurés les principales sources de faiblesse.

Indice des prix à la consommation

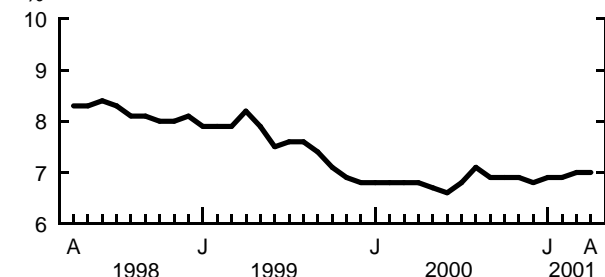
Variation annuelle en %



En mars, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,5 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,7 %.

Taux de chômage

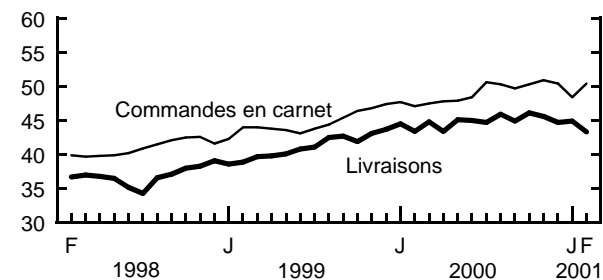
%



En avril, le taux de chômage n'a pas varié par rapport à mars, demeurant à 7,0 %.

Fabrication

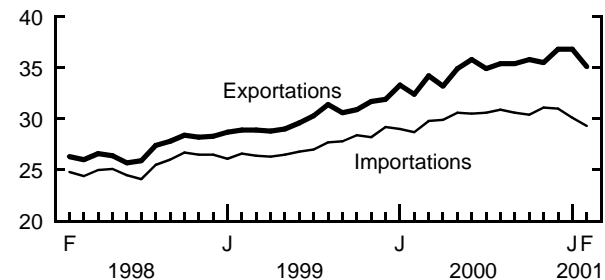
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont chuté de 3,6 % en février, pour totaliser 43,3 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont regagné une partie du terrain perdu en augmentant de 4,1 %, pour se chiffrer à 50,4 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En février, les exportations se sont repliées de 4,5 % pour se fixer à 35,1 milliards de dollars. Les importations ont fléchi pour un troisième mois de suite, reculant de 2,8 % pour s'établir à 29,3 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	février	798,1	-0,1 %	3,1 %
Indice composite (1992 = 100)	mars	166,6	-0,1 %	4,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 2000	54,0	2,2 %	13,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	4 ^e trim. de 2000	85,4	-0,2 †	0,7 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	février	23,6	-0,3 %	4,9 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	mars	1,63	0,4 %	9,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mars*	126,1	0,5 %	-6,7 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	février	31,8	-1,6 %	2,3 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	avril*	15,10	0,2 %	1,6 %
Taux de chômage (%)	avril*	7,0	0,0 †	0,2 †
Taux d'activité (%)	avril*	66,1	0,0 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars) ¹	février	660,22	0,0 %	1,9 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	avril	168	0,0 %	-1,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	février	35,1	-4,5 %	8,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	février	29,3	-2,8 %	1,9 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	février	5,9	-0,8	2,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars) ¹	mars*	43,7	1,7 %	-2,4 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars) ¹	mars*	42,9	-3,5 %	-5,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars) ¹	mars*	49,0	-1,6 %	3,1 %
Ratio des stocks aux livraisons ¹	mars*	1,49	-0,03	0,15
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	avril*	116,4	0,7 %	3,6 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	mars	130,1	0,5 %	2,4 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	mars	144,0	-2,1 %	1,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mars*	105,2	0,3 %	2,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. Ces estimations sont dorénavant publiées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Elles ne sont pas comparables aux estimations précédemment publiées sur la base de la Classification type des industries (CTI) de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189, caroline.olivier@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088,
 madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications,
 Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario),
 K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
 annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont
 exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de
 livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
 Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation,
 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone :
 au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse
 order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada
 se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le
 Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les
 sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir
 de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux
 communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
 © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de
 transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque
 moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique,
 mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recou-
 vrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de
 licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
 l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for
 Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 10 au 16 mai 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	février 2001	67-002-XIB	14 / 132
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	février 2001	67-002-XPB	18 / 176
BIBLIOTHÈQUE ET CENTRE D'INFORMATION			
Trouver les statistiques et les utiliser		11-533-XIF	gratuit
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, vol. 21, n° 2	1999-2000	85-002-XIF	8 / 70
Juristat : Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, vol. 21, n° 2	1999-2000	85-002-XPB	10 / 93
Tableaux de données sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes	1999-2000	85F0032XIF	30
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
Apprentissage et réussite : un rapport sur l'éducation et la formation des adultes au Canada	1998	81-586-XIF	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Fil d'acier et certains produits de fil métallique	mars 2001	41-006-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	mars 2001	41-011-XIB	5 / 47
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Statistiques trimestrielles des télécommunications, vol. 24, n° 4	4 ^e trim. de 2000	56-002-XIF	21 / 40
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Ventes de véhicules automobiles neufs	mars 2001	63-007-XIB	13 / 124
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	février 2001	72-002-XIB	24 / 240
Information population active	avril 2001	71-001-PIB	8 / 78
Information population active	avril 2001	71-001-PPB	11 / 103

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».